

Convention collective départementale

IDCC : 898. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
(ALLIER)**

(21 juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

**ACCORD « SALAIRES » DU 5 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS 2007
AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES 2008 ET AUX PRIMES**

NOR : ASET0850062M

IDCC : 898

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie du département de l'Allier,

D'une part, et

La confédération générale des cadres CFE-CGC ;

Le syndicat de la métallurgie de l'Allier CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter de l'année 2007, les taux effectifs garantis annuels établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, sont les suivants.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE ANNUEL
I	1	140	15 335
	2	145	15 345
	3	155	15 365
II	1	170	15 450
	2	180	15 550
	3	190	15 650
III	1	215	16 000
	2	225	17 110
	3	240	17 540
IV	1	255	18 440
	2	270	19 410
	3	285	20 430
V	1	305	21 780
	2	335	23 900
	3	365	26 500
		395	28 460

Ces taux effectifs garantis annuels constituant une garantie distincte de celle visée par l'accord du 13 juin 1980 n'ont pas à supporter la majoration de 5 % ou 7 % prévue par ledit accord.

Article 2

Ces taux effectifs garantis annuels s'appliquent dans les conditions définies à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *a*, dans la convention collective du 21 juillet 1976.

Article 3

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2008, la valeur du point servant à la fixation du barème des rémunérations minimales hiérarchiques prévue à l'article 1^{er} de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *b*, de la convention collective du 21 juillet 1976, est fixée par le présent accord à 4,550 € pour un horaire de 151,67 heures par mois.

Article 5

L'indemnité de panier prévue à l'article 35 de la convention collective est fixée à 7,20 € à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 6

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

Article 7

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 132-2-2, IV, du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Montluçon, le 5 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)